



Institut  
EGA



OBSERVATOIRE  
FRANÇAIS  
DE L'OTAN

# Europe : préparer la guerre qui vient, sans les Américains

*Frédéric Pesme*

Consultant défense, ancien directeur adjoint politique et capacités à l'État-major militaire de l'OTAN

---

**3 février 2026**

Les opinions exprimées dans ce texte n'engagent que la responsabilité de l'auteur.

ISSN : 2739-3283

© Tous droits réservés, Paris, Institut d'études de géopolitique appliquée, 2026.

## Comment citer cette publication :

Frédéric Pesme, *Europe : préparer la guerre qui vient, sans les Américains*, Institut d'études de géopolitique appliquée, Paris, 3 février 2026.

66 avenue des Champs-Élysées, 75008 Paris

Courriel : [secretariat@institut-ega.org](mailto:secretariat@institut-ega.org)

Site internet : [www.institut-ega.org](http://www.institut-ega.org)



# Table des matières

Introduction .....	2
<b>Une dépendance construite depuis la création de l'OTAN .....</b>	<b>2</b>
<i>Des engagments jamais tenus .....</i>	<i>2</i>
<i>Une planification de défense qui fige les rôles .....</i>	<i>3</i>
<i>Une dépendance devenue choix politique .....</i>	<i>4</i>
<b>L'Europe sans les Américains ? .....</b>	<b>5</b>
<i>La prise en compte du nouveau contexte géopolitique.....</i>	<i>5</i>
<i>Il semble que les Européens n'aient plus le choix .....</i>	<i>6</i>
<i>Un sursaut européen .....</i>	<i>7</i>
<i>La volonté politique en question .....</i>	<i>8</i>
Conclusion.....	9

# Introduction

Depuis 2014, et plus encore depuis 2022, les Européens ont profondément révisé leur approche de la défense. La perspective d'un conflit majeur sur le continent, longtemps jugée improbable, est désormais intégrée dans les discours politiques et militaires. Plusieurs responsables européens évoquent ouvertement la possibilité d'une guerre avec la Russie dans les années à venir. Si les scénarios divergent, un consensus émerge : Moscou pourrait retrouver une capacité offensive significative d'ici cinq ans.

Cette menace s'inscrit dans un contexte de dégradation de la relation transatlantique. La Stratégie de Sécurité Nationale (NSS – 2025), puis la Stratégie de Défense Nationale (NDS – 2026) des États-Unis insistent sur le fait que l'Europe doit désormais assumer une part beaucoup plus importante du fardeau sécuritaire et renforcent l'ambiguïté sur l'attitude de Washington en cas de conflit en Europe<sup>1</sup>. Cette ambiguïté a été ravivée par la manière dont les alliés européens ont été traités lors de la crise groenlandaise qui suscite des interrogations sur la hiérarchie réelle des priorités américaines et sur l'avenir de l'OTAN.

Les Européens, qui ont sous-traité leur sécurité pendant des décennies, doivent donc se préparer à assumer davantage de responsabilités, ce qui suppose d'acquérir les capacités qui leur font défaut.

## Une dépendance construite depuis la création de l'OTAN

La dépendance européenne vis-à-vis des États-Unis ne date pas de la fin de la guerre froide. Elle s'est façonnée progressivement sous l'effet de trois dynamiques : des engagements non tenus, une planification de défense qui les a détournés de certaines capacités et un choix politique durable en faveur de la sous-traitance stratégique.

### *Des engagements jamais tenus*

Le premier acte de cette dépendance remonte au début des années cinquante, lorsque les planificateurs de l'OTAN ont défini des objectifs de forces conventionnelles pour assurer la défense de l'Europe. Ces ambitions furent discutées en 1951 et entérinées politiquement lors de la Conférence de Lisbonne de 1952 qui réunit les ministres des Affaires étrangères, de la Défense et des Finances et réorganisa l'Alliance pour permettre leur mise en œuvre. Les Européens s'engagent à en fournir la majeure partie, mais cette promesse ne sera jamais tenue : ils n'atteindront ni les effectifs prévus ni les capacités nécessaires, révélant une incapacité structurelle à financer, équiper et soutenir leurs forces sans l'aide américaine, notamment via le programme d'assistance MDAP (*Mutual Defense Assistance Program*). Ce faisant, ils

<sup>1</sup> White House. National Security Strategy of the United States of America. Washington, DC, 2025 ; US Department of Defense. National Defense Strategy. Washington, DC, 2026.

obligent les Américains à s'impliquer plus qu'ils ne le souhaitaient initialement pour compenser ces manquements, ce qui est à l'origine de la question du partage du fardeau qui reste un irritant persistant de la relation transatlantique.

Les Américains maintiennent donc un volume de forces conséquent en Europe pendant la guerre froide, mais cela a un coût. Dans les années soixante-dix, les États-Unis confrontés à une crise de balance des paiements et à la pression croissante du Congrès pour réduire les dépenses extérieures, menacent de retirer une partie de leurs forces. À la suite d'une négociation avec la République fédérale d'Allemagne (RFA), les deux parties s'accordent pour que celle-ci finance une partie de la présence militaire et augmente ses achats d'équipements américains<sup>2</sup>. À partir de 1974, le *Foreign Military Sales* (FMS) institutionnalise cette pratique qui s'étendra progressivement à la plupart des Européens, renforçant ainsi leur dépendance.

Ce manque d'investissement place les Européens en décalage avec les Américains au point qu'il sera fait mention d'un fossé capacitaire (*Capability Gap*) en 1999. En effet, dans les années 1980, l'OTAN adopte le concept de frappes sur le second échelon du Pacte de Varsovie, le FOFA (*Follow-On Forces Attack*), transposition de la doctrine *AirLand Battle*, adoptée par l'*US Army* en 1982. *AirLand Battle* fait une large part aux frappes en profondeur, à l'intégration des moyens de renseignement, surveillance et reconnaissance (*Intelligence, Surveillance and Reconnaissance – ISR*) et à la supériorité technologique (technologie furtives et intelligentes). Les Européens acquièrent quelques briques capacitaire de FOFA, mais restent incapables de mettre en œuvre le concept. La guerre du Golfe (1990-1991) révèle leur déclassement qui sera surtout plus visible lors de l'opération *Allied Force* en 1999 : incapacité à conduire des frappes de précision sans soutien américain, dépendance totale aux capacités ISR, déficit en ravitailleurs, absence de guerre électronique avancée, impossibilité de maintenir un tempo opérationnel autonome.

Pour y remédier, l'OTAN adopte deux initiatives dans le domaine capacitaire. Tout d'abord, en 1999, la *Defense Capabilities Initiative* (DCI), destinée à moderniser les forces et améliorer leur interopérabilité puis en 2002, le *Prague Capabilities Commitment* (PCC), pour développer des capacités réellement projetables et utilisables en opérations. Ces initiatives identifient les lacunes mais ne génèrent que des progrès marginaux ne permettant pas de combler les lacunes structurelles des Européens. Le PCC ; en particulier, était conçu pour fournir les capacités nécessaires à la mise en œuvre de la force de réaction de l'OTAN (*NATO Response Force – NRF*) qui devait être le catalyseur de la transformation de l'OTAN. Son échec explique en partie celui de celle-ci. D'autres initiatives suivirent comme les « *usability targets* », qui fixent lors du Sommet d'Istanbul en 2004, des objectifs de forces projetables et déployables ou *Smart Defence*, lancée au sommet de Chicago en 2012 pour mutualiser les investissements et développer des capacités en commun. Aucune n'a cependant atteint ses objectifs.

## ***Une planification de défense qui fige les rôles***

La planification de défense consiste à déterminer les forces, capacités et moyens nécessaires pour répondre aux menaces. Pendant la guerre froide, elle reposait en partie sur la

<sup>2</sup> Zimmermann, Hubert. « The Improbable Permanence of a Commitment ». *Journal of Cold War Studies*, vol. 11, no 1 (hiver 2009) : 3-27.

géographie<sup>3</sup>. Cette situation crée *in fine* une forme de partage des tâches : les États-Unis assurent le transport stratégique et le bombardement à longue portée ; les Européens fournissent les forces terrestres lourdes et l'appui aérien tactique ; le Royaume-Uni protège les lignes de communication maritimes. Cette répartition explique en partie pourquoi les Européens manquent encore de certaines capacités critiques aujourd’hui.

Au début des années 2000, l’OTAN elle-même valorise les forces expéditionnaires au détriment des forces lourdes. Le processus de planification de défense, le *NATO Defence Planning Process* (NDPP), devient plus fonctionnel et s’affranchit de la géographie de la guerre froide. L’heure n’est plus aux armées de masse, dimensionnées pour un conflit majeur, mais aux armées plus réduites et technologiques. En 2004, le secrétaire général, Jaap de Hoop Scheffer, résume cette vision : « *En termes simples, nous avons besoin de davantage d’avions gros porteurs et de moins de chars lourds.* » Cette déclaration illustre l’état d’esprit qui dominait alors la transformation de l’Alliance : priorité à la mobilité stratégique, à la projection et aux opérations lointaines, au détriment des capacités de haute intensité. Cette conviction, largement partagée en Europe, a conduit plusieurs États à réduire massivement leurs parcs blindés, convaincus que les guerres futures seraient légères, rapides et centrées sur les opérations de contre-insurrection.

Les Européens investissent alors dans des niches adaptées aux opérations expéditionnaires et abandonnent les capacités nécessaires au combat de haute intensité.

## ***Une dépendance devenue choix politique***

La dépendance est devenue aussi, pour beaucoup d’États européens, la solution la plus rationnelle, la moins coûteuse et la plus politiquement confortable. Elle permet d’éviter le coût électoral d’un réarmement massif, de préserver des budgets publics contraints et de s’abriter derrière une garantie américaine perçue comme plus fiable que la solidarité intra-européenne. À cela s’ajoute une croyance durable, ancrée depuis les années 1990, dans la disparition de la guerre interétatique sur le continent, qui a justifié la réduction des armées, la baisse des stocks et l’abandon progressif des capacités lourdes, au moins jusqu’à présent. Les divergences stratégiques entre Européens (Russie pour l’Est, Méditerranée pour le Sud, terrorisme pour d’autres) empêchent l’émergence d’une vision commune et donc d’un modèle de forces cohérent. La fragmentation industrielle renforce cette inertie où chaque État priviliege ses champions nationaux, ce qui limite les économies d’échelle, renchérit les programmes et rend les achats américains plus attractifs, via le FMS.

Cette situation alimente un dilemme ancien de la sécurité euro-atlantique. Pour certains Européens, l’Union européenne doit rester faible pour inciter les États-Unis à demeurer engagés sur le continent ; pour d’autres, seule une UE forte peut consolider cet engagement<sup>4</sup>. On évoque souvent la création d’un « pilier européen » au sein de l’OTAN, mais il n’est pas certain que les Européens le souhaitent réellement, tant cette perspective impliquerait des investissements lourds et une prise de responsabilité stratégique que peu de gouvernements assument. En 2013, l’OTAN propose de constituer deux ensembles de forces similaires et

<sup>3</sup> Mattelaer, Alexander. « Rediscovering Geography in NATO Defence Planning ». *Defence Studies*, vol. 18, no 3 (2018) : 339-356.

<sup>4</sup> Howorth, Jolyon. « The Euro-Atlantic Security Dilemma: France, Britain, and the ESDP ». *Journal of Transatlantic Studies*, vol. 3, no 1 (2005) : 39-54.

complémentaires (l'un américain, l'autre européen) capables d'opérer sur tout le spectre. Soutenue par Washington<sup>5</sup>, cette initiative aurait permis une véritable montée en responsabilité européenne. Son rejet par les Européens est d'autant plus consternant qu'il prolonge leur subordination au sein de l'Alliance.

Washington demande aujourd'hui aux Européens d'assurer une part plus grande de la sécurité sur le continent, considérant que la Russie est avant tout leur problème. À cela s'ajoute un désaccord profond sur la nature de la menace russe, mineure pour les Américains mais majeure pour les Européens, ce qui explique en partie la dégradation de la relation transatlantique<sup>6</sup>. Il est donc temps que les Européens entendent, enfin, les signaux venus d'Amérique et s'organisent pour cela.

## L'Europe sans les Américains ?

L'évolution du contexte stratégique oblige désormais les Européens à envisager une hypothèse longtemps écartée : devoir assurer eux-mêmes la défense du continent. Alors que Washington redéfinit son rôle et que l'OTAN revient à une logique de préparation à la haute intensité, les nouveaux concepts militaires imposent un saut capacitaire majeur. Reste à déterminer si les Européens disposent des moyens et de la volonté politique pour affronter cette transition.

Cette question se décline selon trois dimensions : la prise en compte du nouveau cadre doctrinal et capacitaire, qui redéfinit les exigences de la défense collective ; la redéfinition du rôle américain, qui rend la garantie de sécurité plus conditionnelle que jamais ; la réalité du sursaut européen, encore limité par les contraintes industrielles, budgétaires et politiques.

### ***La prise en compte du nouveau contexte géopolitique***

Dans un contexte sécuritaire qui a radicalement changé, la détermination des besoins capacitateurs s'appuie aujourd'hui sur les travaux initiés par le Comité Militaire depuis l'adoption, en 2019, d'une nouvelle stratégie militaire qui est aujourd'hui déclinée au travers de deux concepts. Le premier, à dimension opérationnelle est le concept pour la Dissuasion et la Défense de la zone Euro-Atlantique, le DDA (*Deterrence and Defence of the Euro-Atlantic Area*) qui a été agréé en 2020. Avec le DDA, la planification de défense revient à une logique de préparation à un conflit de haute intensité, en s'appuyant à nouveau sur la géographie européenne. Les besoins capacitateurs dérivent aussi du concept-cadre de l'OTAN sur la capacité à combattre, le NWCC (*NATO Warfighting Capstone Concept*) agréé en 2021. Le NWCC a ensuite été complété par le *Warfare Development Agenda* et le concept des opérations multi-domaines, MDO (*Multi Domains Operations*).

<sup>5</sup> Ruiz Palmer, Diégo. The Framework Nations Concept and NATO: Game Changer for a New Strategic Era or Missed Opportunity? Rome : Collège de défense de l'OTAN, 2016.

<sup>6</sup> Kavanagh, Jennifer. « Will NATO Survive Trump? ». Responsible Statecraft, 2026.  
<https://responsiblestatecraft.org/nato-trump-greenland/>

Alors qu'*AirLand Battle* avait été transposé à l'OTAN sous la forme du concept FOFA, l'Alliance s'est contentée d'intégrer les principes du concept américain de *Multi-Domain Operations* (MDO). Le MDO peut être considéré comme la version contemporaine d'*AirLand Battle* : il en reprend la logique de désynchronisation et de frappe en profondeur, mais l'étend à l'ensemble des domaines et repose sur une architecture de données qui en change l'échelle. Comparé à FOFA, qui reposait sur une profondeur essentiellement terre-air et sur un ISR de théâtre, le MDO représente une transformation capacitaire d'une tout autre ampleur.

Toutefois, là où FOFA exigeait des feux profonds, un C2 interarmées et une connaissance de la situation élargie, le MDO requiert une intégration simultanée des cinq domaines (terre, air, mer, cyber et espace), une fusion de données en temps réel, des capacités cyber et spatiales, ainsi qu'une logistique distribuée et résiliente. Il requiert également un commandement multi-domaine capable de synchroniser ces domaines, des réseaux robustes, des capteurs intégrés, des effets combinés et une standardisation multinationale renforcée. Puisque les Européens n'avaient pas les moyens de suivre FOFA dans les années 1980, la question se pose de savoir s'ils seront capables de répondre à ces exigences. Pour cela, il faudrait que les besoins déterminés par l'OTAN soient bien alignés avec les différents programmes développés par l'Union européenne pour renforcer la base industrielle et technologique de défense.

### ***Il semble que les Européens n'aient plus le choix***

La NSS 2025 marque une inflexion majeure de la politique américaine. Elle affirme que les alliés et partenaires des États-Unis doivent « *porter seuls la sécurité de leur région et contribuer beaucoup plus à [la] défense collective* ». En Europe, en particulier, les alliés doivent désormais « *assumer la responsabilité première de leur défense* ». La garantie américaine devient conditionnelle, potentiellement réversible, et les Européens peuvent légitimement s'interroger sur la nature du lien transatlantique à l'aune de cette nouvelle doctrine.

Le NDS 2026 reste dans le même registre et, selon *Reuters*, des responsables du Département de la guerre auraient indiqué que les États-Unis ne maintiendraient pas indéfiniment leur niveau actuel d'engagement conventionnel et qu'ils attendent des Européens qu'ils assument la majorité des capacités conventionnelles de l'OTAN, à l'horizon jusqu'à 2027<sup>7</sup>. Or, selon un rapport de l'Institut international d'études stratégiques de Londres (IISS) il faudrait près de mille milliards de dollars d'investissements supplémentaires pour remplacer les fonctions critiques aujourd'hui assurées par les États-Unis (ISR stratégique, feux de longue portée, défense aérienne de théâtre, C2 multi-domaine, logistique stratégique et stocks massifs de munitions)<sup>8</sup>.

Il faut cependant se garder du fatalisme. Les Européens ne partent pas de rien et disposent déjà d'un socle capacitaire conséquent. Le continent aligne des forces terrestres lourdes

<sup>7</sup> Reuters. « Exclusive: U.S. Sets 2027 Deadline for Europe-Led NATO Defense, Officials Say ». 5 décembre 2026.

<https://www.reuters.com/business/aerospace-defense/us-sets-2027-deadline-europe-led-nato-defense-officials-say-2025-12-05/>

<sup>8</sup> International Institute for Strategic Studies. *Progress and Shortfalls in Europe's Defence: An Assessment*. Londres, 2025.

<https://www.iiss.org/publications/strategic-dossiers/progress-and-shortfalls-in-europes-defence-an-assessment/>

crédibles, plusieurs marines de haute mer, des flottes aériennes modernes, des capacités de défense aérienne avancées, des sous-marins nucléaires d'attaque, deux forces de dissuasion nucléaire, ainsi qu'une industrie de défense parmi les plus performantes au monde. Surtout, ces forces sont largement interopérables grâce à soixante-quinze ans de standardisation OTAN, de procédures communes, d'entraînements conjoints et de chaînes de commandement intégrées. Plusieurs États, en particulier au Nord et à l'Est, ont engagé des transformations profondes de leurs modèles de forces, renforcé leurs stocks, accru leur résilience et réinvesti dans la défense territoriale.

L'Union européenne n'est donc pas condamnée à l'impuissance et possède déjà les fondations d'une défense crédible. Pour que cet ensemble prenne sens, elle doit acquérir les capacités critiques qui lui manquent encore (ISR stratégique, feux de longue portée, ravitaillement en vol, transport stratégique, C2 multi-domaine) sans lesquelles aucune cohérence opérationnelle n'est possible. Ce qui lui manque n'est donc pas tant la capacité brute que l'intégration, la cohérence et la volonté politique d'assumer un rôle de premier plan dans sa propre sécurité. Selon Barry Posen, l'Union européenne dispose déjà des ressources économiques, industrielles et démographiques nécessaires pour assurer seule sa défense. Le véritable obstacle n'est pas la puissance mais la fragmentation politique et la mauvaise allocation des moyens<sup>9</sup>.

## ***Un sursaut européen ?***

Depuis 2022, les Européens ont annoncé des hausses budgétaires substantielles.

Lors du sommet de La Haye, les Alliés ont agréé un objectif de hausse des dépenses de défense à hauteur de 5 % du PIB d'ici 2035, répartis entre 3,5 % pour les forces et les équipements et 1,5 % pour les celles qui participent à l'effort de défense (protection des infrastructures et des réseaux, capacités industrielles, résilience, préparation civile, etc.). L'Union européenne a quant à elle agréé *Readiness 2030*, un plan de 800 milliards d'euros, dont 150 sous forme de prêt. Ce plan constitue un effort inédit pour renforcer les capacités européennes, en particulier dans les domaines de la défense aérienne, de la lutte anti-drones et de la coordination industrielle.

Il y a toutefois des limites à ces engagements. Ceux-ci servent d'abord à reconstituer les stocks épuisés par l'aide à l'Ukraine et moderniser des équipements vieillissants, sans financer la transformation capacitaire profonde qu'exigerait un modèle de forces complet. Par ailleurs, l'Union européenne n'est toujours pas en économie de guerre. Si les outils industriels ont été optimisés, il faudra encore beaucoup d'investissements pour que les industriels soient en mesure de répondre aux besoins et en l'absence de contrats, ils ne seront pas incités à le faire<sup>10</sup>. Quant à *Readiness 2030*, il ne traite pas les lacunes structurelles les plus critiques (transport stratégique, ISR stratégique, ravitaillement en vol, feux de longue portée, C2 multi-domaine) qui conditionnent l'autonomie opérationnelle. Les Européens ont aussi parfois du mal à s'accorder sur les besoins. Le programme ELSA (*European Long Range Strike Approach*) a été lancé en 2024 mais il reste encore aujourd'hui plus un cadre politique visant à faire émerger une capacité qu'un programme d'armement. À cela s'ajoute enfin le

<sup>9</sup> Posen, Barry R. « Europe Can Defend Itself ». *Survival*, vol. 62, no 6 (2020) : 7-34.

<sup>10</sup> Bellais, Renaud. « Dépenses militaires en Europe : un réarmement enclenché mais des perspectives encore incertaines ». *L'Europe*, no 6, novembre 2025.

fait que les Armées peinent à recruter, fidéliser et renouveler leurs effectifs et qu'une partie des hausses de budget devra y être consacrée. Enfin, ces investissements ne produiront pas ou peu d'effets à court terme et les alliés qui se sentent le plus vulnérables choisiront sans doute d'acheter américain, ce qui prolongera la dépendance européenne.

## ***La volonté politique en question***

La fenêtre stratégique est étroite. L'IISS estime que la Russie pourrait reconstituer une capacité offensive contre les Européens en deux à cinq ans, un délai très court pour combler trente ans de lacunes. Le risque serait que les efforts engagés s'essoufflent une fois la guerre en Ukraine terminée. L'objectif de consacrer 5 % du PIB à la défense est ambitieux, surtout lorsqu'on se souvient du temps qu'il a fallu pour atteindre les 2 % fixés en 2014. Prévu pour être réexaminé en 2029, il pourrait être revu à la baisse, tant les Européens sont contraints par leurs déficits et soucieux de préserver leur modèle social. S'y ajoute un impératif industriel : sans une base européenne de défense capable de produire en masse, d'innover et de soutenir un effort prolongé, aucune montée en puissance n'est tenable. Or l'OTAN définit les besoins capacitaire via le NDPP, tandis que l'Union européenne finance l'essentiel de la BITDE : deux processus qui évoluent encore trop souvent en parallèle. Cette désarticulation se manifeste déjà dans les choix capacitaire. L'Allemagne a lancé l'*European Sky Shield Initiative* (ESSI), une initiative intergouvernementale (et non un projet OTAN) qui prévoit notamment l'acquisition de systèmes Patriot américains ou Arrow-3 israélo-américains pour renforcer la défense aérienne européenne, alors même que l'Europe dispose avec le SAMP/T, développé par la France et l'Italie, d'une solution performante et pleinement européenne. Sans un alignement étroit entre planification capacitaire et effort industriel, les Européens risquent ainsi de financer des capacités hors d'Europe tout en fragilisant leur propre base industrielle. Certains pourraient aussi être tentés par l'attentisme, dans l'espoir que la situation évolue après Donald Trump, alors même que le secrétaire général de l'OTAN a rappelé que les Européens ne doivent pas rêver de pouvoir se défendre seuls sans les Américains<sup>11</sup>.

Plutôt que de subir ces incertitudes, les Européens auraient intérêt à clarifier eux-mêmes leur rôle dans la sécurité du continent selon trois dimensions, européenne, atlantique et euro-atlantique. Sur le plan européen, la question de la PSDC est centrale : dans une Union dont presque tous les membres appartiennent déjà à l'OTAN, et où la défense collective relève clairement de l'Alliance, l'enjeu est de savoir s'il faut bâtir une autonomie stratégique en dehors de l'OTAN, ou bien de l'exercer en son sein. Longtemps ignorée, cette option n'est plus taboue comme en témoigne la récente déclaration de la Haute Représentante Kaja Kallas, « *l'OTAN doit devenir plus européenne pour maintenir sa force* ». L'autonomie européenne pourrait donc d'abord prendre la forme d'une européanisation de l'Alliance, c'est-à-dire d'une prise de responsabilités accrue et d'une capacité à orienter la stratégie commune.

Cette européanisation devrait ensuite s'inscrire dans la dimension atlantique, afin de rééquilibrer le partage des responsabilités avec Washington. Il s'agirait de faire de l'OTAN ce qu'elle aurait dû devenir : une alliance progressivement dirigée par les Européens, comme l'envisageaient les fondateurs initialement. Les Européens auraient alors le choix entre relancer le vieux projet de « pilier européen » jamais concrétisé, ou assumer pleinement le

---

<sup>11</sup> Gentleman, Jeffrey. « NATO Chief Says Europe Is “Dreaming” If It Thinks It Can Defend Itself Without the U.S. ». New York Times, 26 janvier 2026.

<https://www.nytimes.com/2026/01/26/world/europe/nato-chief-europe-greenland-trump-us.html>

*leadership* en revendiquant, par exemple, la nomination d'un officier général européen au poste de SACEUR, appuyé par un adjoint américain<sup>12</sup>.

Prendre davantage de responsabilités au sein de l'OTAN oblige enfin à clarifier la dimension euro-atlantique. Si les Européens s'accordent pour « européaniser » l'OTAN, ils seront en première ligne pour dissuader la Russie et se défendre, avec ou sans soutien américain, ce qui implique de se préparer sérieusement à la guerre pour éviter d'avoir à la mener. Mais cette fermeté ne dispense pas de penser l'après-guerre en Ukraine : elle impose au contraire de définir une vision européenne d'un ordre pan-européen incluant, à terme, la Russie, afin d'éviter un état de confrontation perpétuelle. Alors que de nouveaux murs se dressent en Europe, il serait illusoire d'accepter une logique de guerre permanente. Les Européens doivent donc articuler une dissuasion crédible avec une ambition politique : concevoir une architecture de sécurité capable de stabiliser durablement le continent. Absents de la recomposition de l'espace euro-atlantique après 1991, ils doivent désormais entendre l'appel américain à « prendre davantage de responsabilités » et proposer leur propre conception de la future architecture de sécurité européenne, afin d'éloigner l'hypothèse d'un conflit majeur avec la Russie.

## Conclusion

La crise groenlandaise a montré que, lorsqu'ils agissent de manière unie et déterminée, les Européens peuvent imposer un coût politique réel à Washington. Ils disposent des leviers économiques pour peser ; ils doivent désormais se doter des instruments militaires qui leur permettront d'obtenir le même effet face à un adversaire potentiel.

La dépendance stratégique européenne n'est en effet plus tenable. Elle fragilise l'OTAN et l'UE, affaiblit la crédibilité du continent et expose les Européens à des décisions américaines qu'ils ne maîtrisent plus. Les Européens se retrouvent face à un choix : subir la transition stratégique imposée par Washington, ou l'organiser eux-mêmes en assumant enfin les responsabilités qu'ils proclament depuis 1952. Comme le souligne Bart de Wever, le Premier ministre Belge, *Être un vassal heureux est une chose, être un esclave misérable en est une autre*. Et le Premier Ministre polonais, Daniel Tusk, de surenchérir : *L'Europe ne peut pas se permettre d'être faible, ni contre ses ennemis, ni contre ses alliés. L'apaisement ne donne pas de résultats, seulement l'humiliation*<sup>13</sup>.

Si les Européens veulent éviter de devenir les spectateurs impuissants d'un ordre stratégique redéfini sans eux, ils doivent cesser de craindre les injonctions américaines et proposer l'« européanisation » de l'OTAN.

Ce choix serait exigeant, coûteux, politiquement risqué. Mais l'alternative l'est davantage : une Europe affaiblie, dépendante, et condamnée à vivre dans un état de vulnérabilité

<sup>12</sup> Pesme, Frédéric. « The Gordian Knot of European Defence ». CDA Institute, 2025.  
<https://cdainstitute.ca/the-gordian-knot-of-european-defence/>

<sup>13</sup> Kristof, Nicholas. « The American Threat: Three Words I Never Imagined Typing ». New York Times, 21 janvier 2026.  
<https://www.nytimes.com/2026/01/21/opinion/trump-europe-greenland.html>

permanente. L'heure n'est plus à l'attentisme. Si l'Union européenne veut demeurer un acteur stratégique et non un simple théâtre d'opérations, elle doit prendre en main sa propre sécurité, ou accepter que d'autres la définissent à sa place.





# Institut EGA

ISSN : 2739-3283

© Tous droits réservés, Paris, Institut d'études de géopolitique appliquée, 2026.

Institut d'études de géopolitique appliquée  
66 avenue des Champs-Élysées, 75008 Paris

Courriel : [secretariat@institut-ega.org](mailto:secretariat@institut-ega.org)

Site internet : [www.institut-ega.org](http://www.institut-ega.org)